



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org

solidaires.org

f @UnionSolidaires
t @UnionSolidaires
i @union_solidaires



ÉDITO

Le décompte macabre des femmes tuées par leurs compagnons et ex-compagnons continue chaque année. Nous en sommes à 99 femmes en ce lundi 15 novembre 2021. Avec une grande majorité d'entre elles qui avaient déjà dénoncé les faits... sans aucune réaction policière et/ou judiciaire...

Le milliard pour faire face à ce scandale n'est toujours pas débloqué, et les avancées de fourmis dans les lois ne suffisent pas !

Au travail, dans tous les secteurs, les femmes parlent, dénoncent ce qu'elles subissent et pourtant on ne peut que faire le constat d'un déni de la part des directions des entreprises, de tentatives d'étouffement des harcèlements sexuels.

Face à cette réalité persistante, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est plus que jamais d'actualité, le 25 novembre journée internationale, mais bien aussi chaque jour ! Les luttes initiées par Solidaires Groupe RATP et Solidaires informatiques dans leur secteur sur lesquelles on revient dans ce bulletin sont essentielles, et nous montrent qu'il ne faut rien laisser passer. Alors que la France ne veut ratifier la Convention internationale de l'OIT sur le harcèlement sexuel au travail qu'à « droits constants », c'est-à-dire en n'octroyant aucune déclinaison législative, il est primordial de continuer à parler, dénoncer, lutter et protéger les victimes et leurs témoins !

Nous revenons aussi dans ce bulletin sur les luttes qui rassemblent et créent des dynamiques, notamment « Toutes aux frontières », sûrement la meilleure réponse concrète en cette période où certaines proches de l'extrême droite ou flirtant avec ces idées veulent discréditer ou criminaliser les luttes contre les discriminations. Celle-ci montre que le féminisme et la lutte pour les migrantes sont liées, se renforcent !



SOUTIEN À LA CAMARADE DE SOLIDAIRES GROUPE RATP LE 20 OCTOBRE À PARIS VICTIME DE HARCELEMENT SEXUEL !

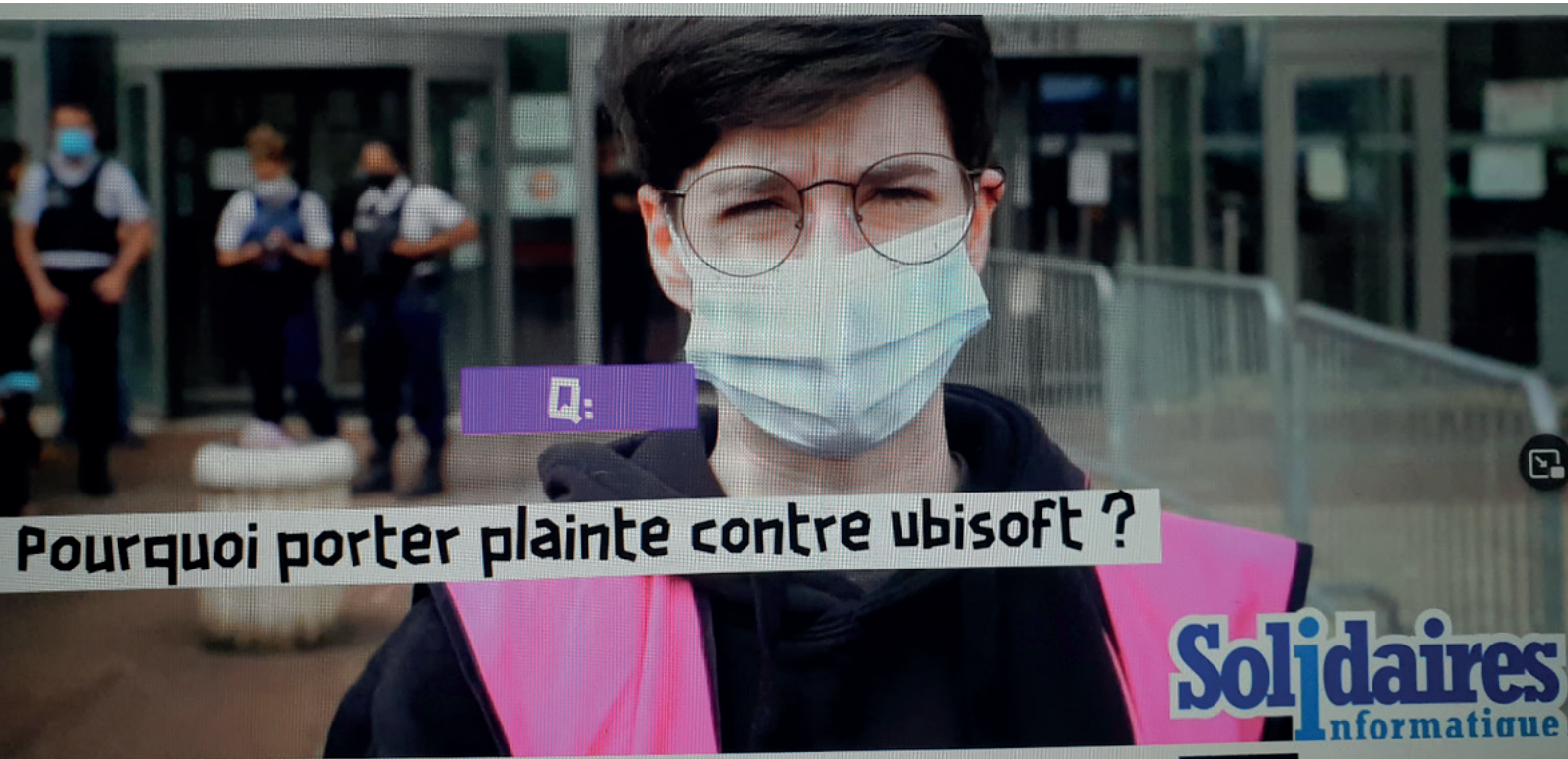


Le rassemblement de soutien à la camarade de la RATP

Un rassemblement de soutien à une camarade de Solidaires RATP Melissa, victime de harcèlement sexuel a eu lieu le 20 octobre dernier devant le tribunal des Prud'hommes à Paris. Plusieurs camarades d'ASSO, Sud PTT, Sud Rail, Solidaires Finances publiques, Solidaires Jeunesse et sports étaient présentes pour signifier que ces situations ne sont pas acceptables et qu'il était plus que temps d'agir. La camarade victime de ce harcèlement a demandé le licenciement avec faute de l'employeur.

Deux ans après les premières alertes, voyant l'absence d'action de ses cadres, Melissa décide de saisir Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale de la RATP, et l'Inspection du Travail pour dénoncer les faits de harcèlement sexuel au travail. C'est seulement après cette saisine que la Direction déclenche une enquête interne. Depuis, la collègue subit de la répression : des rémunérations non versées, des freins administratifs et des contrôles de ses arrêts liés au harcèlement sexuel. Le 8 juin 2021, le rapport de l'Inspection du Travail est sans appel « la RATP aurait dû conclure, non seulement à une dégradation des conditions de travail de la salariée, mais également à l'existence d'un harcèlement sexuel... ». Le 31 août 2021, le rapport de la Défenseur des Droits est tout aussi explicite : « en s'abstenant de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire cesser ces agissements dès qu'elle a eu connaissance de ces comportements et, en tout état de cause, dès le premier signalement, la RATP a contribué à maintenir un environnement de travail propice à un harcèlement d'ambiance ». C'est malheureusement encore une fois une situation où les faits sont niés depuis des années. La RATP, comme d'autres directions de grandes entreprises, occultent les faits de violences sexistes et sexuelles, nient leur responsabilité à devoir les stopper, à punir les agresseurs et protéger les victimes. Notre détermination et notre solidarité doivent s'exprimer à chaque instant pour voir les choses changer et bouger !





Q:

Pourquoi porter plainte contre ubisoft ?

Solidaires
informatique

ACTION DE SOLIDAIRES INFORMATIQUE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL!

En Juin 2020, des dizaines de témoignages émergeaient sur les réseaux sociaux, rapidement appuyés par des articles de différents médias (Libération et Numérama notamment), dénonçant des cas de harcèlements sexuels au sein du groupe Ubisoft avec la complaisance des services des Ressources Humaines, protégeant les harceleurs et réduisant les victimes au silence.

Très rapidement, Solidaires Informatique annonçait lancer une action collective contre le groupe Ubisoft.

Le 15 Juillet 2021, une plainte a été déposée au tribunal pénal de Bobigny par maître Maude Beckers, représentant à la fois le syndicat Solidaires Informatique et plusieurs victimes de l'entreprise. Elle cible des personnes responsables de harcèlement et celles qui l'ont couvert. Plus important, la plainte vise le **groupe Ubisoft** en tant que personne morale pour **harcèlement sexuel institutionnel**. Pour avoir mis en place, maintenu et renfor-

cé un système où le **harcèlement sexuel est toléré** parce qu'il est plus profitable à l'entreprise de maintenir des harceleurs en place que de protéger ses employés. Le harcèlement, toléré et pratiqué par les hauts échelons de l'entreprise, protégé par les services des Ressources Humaines, ont créé un système à l'échelle de l'entreprise. Au-delà de la liste de personnes précédemment mentionnée, ce sont les rouages de ce système que cette plainte veut démonter. La nature collective de cette plainte permet à **toutes les personnes qui ont été victimes du groupe Ubisoft de rejoindre cette action**. Nous les appelons donc à **prendre contact avec nous**, que ce soit pour **témoigner ou comme pour porter plainte**. Il n'est pas nécessaire d'être syndiqué-e. Les éventuels frais de justice sont pris en charge par Solidaire informatique, qui garantit une confidentialité totale et un accompagnement juridique.



STOP AUX FRESQUES SEXISTES DANS LES HÔPITAUX !



Sud Santé Sociaux du CHU de Toulouse continue la lutte contre le harcèlement d'ambiance à l'Hôpital. Regain de tension après avoir été interpellé par des internes et des agent-es hospitalier-es suite à l'apparition d'une nouvelle fresque sexiste dans les locaux de l'internat de Purpan et ce seulement 3 ans après le décrochage de celle de 2018. Trois semaines après sa découverte et malgré les déclarations de l'institution, cette dernière n'a toujours pas obtenu son décrochage. La Défenseure des Droits a été saisie, une demande de CHSCT extraordinaire a également été envoyée, sans réponse à ce jour, une pétition et une lettre ouverte au ministère sont en court.

Après #MeToo, Balance ton Porc, Paye Ta Blouse, le scandale de l'hôpital Tenon, on ne peut plus tolérer ces images qui ne sont pas anodines ; les étudiantes en médecine, le personnel hospitalier, le plus souvent des femmes, sont encore et toujours confrontées au machisme et au sexisme à l'hôpital et cela a **des conséquences graves en termes de risques psychosociaux** et **constitue un harcèlement d'ambiance** dont les effets délétères sont avérés, raison pour laquelle la fresque précédente avait été décrochée.

Fresque de la « culture », de « l'humour », de la « tradition », voilà ce que répond une partie du monde médical, c'est « l'esprit carabin »...

L'esprit carabin est entretenu depuis le 19^e siècle comme symbole d'appartenance à la corporation médicale, à l'époque quasi-exclusivement masculine.

A l'heure où 60 % des étudiants en médecine sont des étudiantes, cet esprit persiste. Il semble légitimer des pratiques où les représentations dites « artistiques », les fresques, peuvent mettre en scène des personnes à visages reconnaissables dans des attitudes et des comportements dégradants, humiliants et violents. Cet esprit carabin est obscène, morbide, centré sur le corps-objet mais aussi sur des stéréotypes sexistes, racistes, LGBTQIphobes...

Ces représentations entretiennent un climat sexiste, oppresseur où les rapports de dominations patriarcales et de discriminations sont valorisés. Elles cultivent un imaginaire dans lequel l'asservissement, la violence, la domination, la dégradation de l'être humain et particulièrement des femmes sont banalisés, renforçant un sentiment d'impunité et de toute puissance. Le soi-disant « humour » carabin favorise insidieusement les passages à l'acte.

A Toulouse et dans de nombreuses villes françaises, des combats ont été ou sont menés pour que ces fresques sexistes n'aient plus leur place dans un bâtiment du service public et dans un lieu où se retrouvent les futurs médecins en formation et les médecins.

Alors que toutes les associations féministes s'affairent à préparer les manifestations du 25 Novembre, journée mondiale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, nous devons rappeler que ces fresques n'ont plus leur place dans nos hôpitaux.



Journée féministe lors du « Caracol », stage Solidaires avec les zapatistes !

Avec l'arrivée en Europe des zapatistes, l'invasion consensuelle de « Tournée pour la Vie » continue. Solidaires a pu organiser deux journées d'échanges et formation en octobre avec une délégation de 5 femmes et 5 hommes zapatistes. Parmi les thématiques d'échanges, une journée féministe (en plus de l'écologie et des pratiques démocratiques dans nos organisations) : cela a été l'occasion d'échanger autour de la place des femmes dans nos organisations et le mouvement social, les luttes féministes, dont celle contre les violences sexistes et sexuelles. S'étant libéré de la domination des grands propriétaires terriens, le mouvement zapatiste s'est depuis le départ réfléchi comme mettant à égalité les femmes et les hommes dans le mouvement, et interdisant l'alcool facteur de violences sexistes et sexuelles. Les femmes zapatistes parlent de la triple exploitation des femmes, sous le joug des propriétaires terriens, de leur condition de femmes à la maison, et dans la société. Les femmes mènent vaillamment les combats et certaines prennent la voie du militantisme en même temps qu'elles apprennent à lire et écrire. Une vraie leçon de vie et d'humilité.

Action égalité salariale avec Sud Cam !

Victoire à la caisse d'Epargne d'Aquitaine pour l'obtention d'une enquête externe sur l'égalité professionnelle :

Une expertise dans le cadre des négociations égalité professionnelle avait été demandée par Sud Cam. Le CSE avait voté à l'unanimité pour l'expertise et avait mandaté le cabinet ipso facto.

La direction a envoyé un huissier chez l'expert pour contester le montant (excessif selon elle) et le contenu de l'expertise car il prévoit des ateliers collectifs et des

entretiens individuels afin de faire aussi un diagnostic de maturité de l'entreprise sur les questions d'égalité. Également la direction ne voulait pas remonter à 4 ans en arrière pour les données et elle ne voulait pas communiquer tous les éléments de rémunération. (REC qui est le bonus, intéressement participation). Par jugement du 11 mai, le tribunal a donné entièrement raison au cabinet d'expertise ! Une victoire qui inspire qu'il ne faut pas hésiter à ne pas se faire freiner dans les enquêtes sur le sujet !

Pourquoi le 25 novembre ?

Le 25 novembre 1960, trois femmes dominicaines, les sœurs Mirabal furent assassinées sur les ordres du chef de l'Etat dominicain. Patria, Minerva et Maria Teresa sont trois sœurs qui ont combattu la dictature du président Rafael Trujillo en République dominicaine. Tout commence quand le dictateur tente d'approcher l'aînée, Minerva, qui le repousse invariablement. Étudiante en droit à l'université, elle se révolte peu à peu contre cette dictature et se rapproche des communistes. Résultat, face aux refus de la jeune femme, son père est emprisonné et torturé. Tout au long de leurs vies, ces trois femmes n'auront eu de cesse de lutter pour les droits des femmes. Mariées à des opposants, Minerva et María Teresa furent à plusieurs reprises emprisonnées, battues et violées. En mai 1960, elles sont condamnées à trois ans de prison pour atteinte à la sécurité de l'État mais sont libérées trois mois plus tard par une grâce présidentielle.

Le 25 novembre 1960, elles rendent visite à leurs époux retenus en prison et sont arrêtées sur une route de campagne. Elles sont alors massacrées à la machette. Leur meurtre aurait été commandité par le dictateur et exécuté par des militaires.

Depuis, les trois sœurs sont devenues des symboles de lutte et de résistance dans leur pays. En 1999, l'ONU a instauré le 25 novembre comme étant la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

« Les damnées de la mer »

Éditions La Découverte, 2020, 20 €

Camille SCHMOLL, géographe « migratologue », est intervenue lors des Journées intersyndicales Femmes de 2019 lors de l'atelier « ASILE MIGRATION MIGRANTES » avec Camilla Panhard – journaliste, auteure de *No women's land* (Les Arènes, 2017), ouvrage qui retrace dix ans d'immersion parmi les migrantes d'Amérique centrale à la frontière entre les USA et le Mexique) et Lola Chevalier – coordinatrice de la commission femmes de la Fasti (Fédération des associations de solidarité avec toutes et tous les immigré-es), mouvement de solidarité avec les personnes migrantes. Elle a soutenu sa thèse d'habilitation en 2017 à l'Université de Poitiers. Cet ouvrage en est le produit.

Mêlant analyse géo-politique et témoignages de femmes migrantes, cet ouvrage nous permet de prendre conscience que, pour elles, la frontière n'est pas une ligne entre deux territoires, ni un tracé sur une carte mais un territoire flexible et changeant, dans lequel elles sont amenées à **vivre et à survivre** pendant de longues semaines, voire des mois.

L'auteure nous fait découvrir la **complexité des motivations à émigrer** : entre motivations individuelles et familiales, raisons économiques et politiques, ce ne sont pas forcément les plus armées ou les plus pauvres qui partent. Il peut y avoir cumul de violences avant le départ, comme les guerres et les mariages forcés ; ce sont aussi des filles aînées qui sont chargées « d'ouvrir la route ».

Le voyage lui-même est une succession d'épreuves, dans un mélange d'organisation et d'improvisation. Les personnes subissent esclavage, tortures et racisme ; elles peuvent perdre des proches ou des compagnons de voyage.

À l'arrivée en Europe, les femmes sont « accueillies » dans des centres de rétention, qu'elles vivent dans un premier temps comme sécurisants et reposants. Mais **la gratitude est fragile** : vient la prise de conscience de l'enfermement, suivent les violences institutionnelles (directes par le personnel, les pressions policières pour prendre les empreintes digitales, plus indirectes comme l'absence d'interprètes fiables, etc), et c'est le « désamour ».

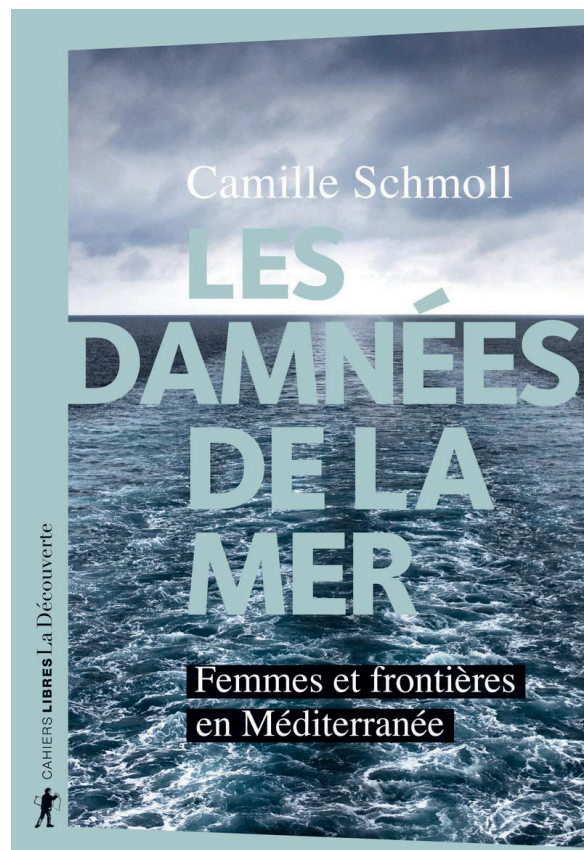
Les portes de sortie des centres de rétention sont diverses et imprévisibles : expulsion ou rapatriement « volontaire » vers le pays d'origine, relocalisation, renvoi dans le pays d'entrée en Europe, mobilité secondaire vers un autre pays...

L'auteure porte un regard critique sur **la notion de migration autonome**, notion que l'on n'utilise que pour des femmes : pourquoi ?

Elle dénonce le stigmate infligé à celles qui sont célibataires, veuves ou divorcées.

Elle discute **l'externalisation des contrôles**, imposée par les pays d'Europe et qui se déroule malgré tout sur le territoire européen.

En conclusion, elle nous invite à « féminiser nos regards sur la migration » et c'est alors « enquêter et inquiéter l'universel masculin » ; c'est aussi penser la migration comme une expérience corporelle ; c'est mettre à jour la capacité des femmes à construire leurs propres trajectoires. Et c'est aussi refuser une vision linéaire de la migration féminine : pas forcément émancipatrice, elle est mouvante et ne se laisse pas enfermer dans nos certitudes...



Le 5 juin 2021 dernier : Toutes aux frontières !

Lancée il y a plus d'un an par des féministes, cette initiative veut construire une mobilisation internationale pour dénoncer la fermeture des frontières, la criminalisation des migrants, avec un focus sur la question des femmes et des filles et des minorités de genre et minorités sexuelles. Elle regroupe des associations, des collectifs, des syndicats, des partis politiques, des chorales féministes notamment de France, d'Italie, de Suisse et d'Espagne.

En raison de la situation sanitaire des projets ont dû être reportés à trois reprises. À partir d'avril 2021, la faisabilité a paru possible et la mobilisation a pris de l'ampleur. Mais les difficultés n'ont pas manqué : voyage coûteux jusqu'à Nice, organisation des hébergements, pour les Suissesses, 7 jours de re-confinement au retour a empêché la participation de plusieurs groupes.

Lors de l'événement du 5 juin, il a été décidé de ne pas être directement sur la frontière mais à proximité, dans la ville de Nice. Il y a eu d'autres regroupements plus modestes en solidarité, comme au Perthus à la frontière franco-espagnole.

Les revendications concernent les politiques migratoires des pays et de l'Europe :

- contre la criminalisation des personnes migrantes et des personnes solidaires (à la frontière italienne, plusieurs procès ont eu lieu visant à condamner des militantes pour « aide au séjour illégal » ou aide à traverser la frontière) ;
- contre les violences faites aux femmes, aux enfants, aux minorités de genre migrantes ;
- pour la liberté de circulation et l'ouverture des frontières.

La journée a commencé par un rassemblement sur une grande place proche de la Promenade des Anglais, avec une action commune de fabrication de cerfs-volants et le regroupement des chorales féministes.

Le rassemblement a subi une attaque d'un groupe d'extrême-droite, Nemesis, antiféministe et anti-migrants, attaque qui a été repoussée par les militantes, mais aussi par la police. Après des prises de paroles de plusieurs organisations, le cortège s'est élancé sur la Promenade des Anglais vers 14 h avec 3 batucadas féministes ; l'ambiance de la manifestation était joyeuse et déterminée, toutes à la joie de se retrouver dans la sororité et la solidarité. Faire voler les cerfs-volants, décorés de slogans était un plaisir ! Le croisement des revendications nées dans les collectifs contre les centres de rétention et des revendications féministes est quelque chose de nouveau, qui porte une lutte sur le long terme.

Alors que les habitants de la ville profitaient de la réouverture des terrasses et des restaurants et de la plage, la manifestation était très visible et colorée. Malgré les arrestations de militantes italiennes à la frontière, de colleuses dans la nuit précédente, de dessinatrices de graffitis sur la route pendant la manifestation (pour les policiers, ces arrestations avaient notamment pour objectif de faire baisser le nombre de manifestantes), elle a regroupé entre 4 et 5000 personnes, venues de toute la France, avec des délégations de Marseille ou Toulouse, d'Italie, d'Espagne et de Suisse. Il était difficile de prévoir le taux de participation et c'est donc une belle réussite !

Il est à noter que plusieurs délégations avaient prévu des banderoles de bienvenue aux zapatistes : laissez les entrer en Europe et nous rencontrer !

Le slogan le plus repris disait : « Mur par mur, pierre par pierre, nous détruirons toutes les frontières ! ».

En son temps, le mur de Berlin est bien tombé : pourquoi pas le mur de Trump, ou ceux d'Israël contre la Palestine et tous les autres ?

À partir de l'automne, de nouvelles actions sont en préparation sous forme de pétition et des informations sur les réseaux sociaux, avec d'autres rassemblements à d'autres frontières, pour croiser questions d'émigration et questions féministes.

Pour en savoir plus et vous informer, consultez le site internet www.toutesauxfrontieres-fr.wordpress.com

Le chemin est encore long mais notre détermination est sans limite !

**La mer de nos rêves est immense !
Rejoignez-nous pour une Europe sans frontière et sans muraille !**





À partir du jaune, ne reste pas isolé-e, parles-en à une personne de confiance et prends contact avec un syndicat Solidaires. De même si tu en es témoin !

VIOLENTOMÈTRE

Union
syndicale
Solidaires

CONTRE LES VIOLENCES
SEXISTES ET SEXUELLES
AU TRAVAIL !



Plus de ressources : solidaires.org/vsst